

ÉPREUVE DE SYNTHÈSE

Session du 14 mai 2008

Durée 120 minutes

Présentation de l'épreuve

L'épreuve de synthèse d'une durée de 120 minutes permet d'apprécier les aptitudes du candidat :

- à analyser des documents d'un dossier, en sélectionnant les informations essentielles ;
- à comprendre les problématiques abordées dans les documents et à synthétiser les informations les soutenant ;
- à exposer d'une façon claire et concise, en un maximum de 450 mots et 70 lignes, les idées-forces du dossier.

Le dossier est composé de quatre documents de type textes, tableaux, ou graphiques. Le dossier ne comporte pas d'intitulé. Il appartient au candidat de déterminer lui-même le ou les thèmes communs aux documents proposés en donnant un titre à la note de synthèse globale.

Règlement :

Pour cette épreuve, vous devez en 30 minutes, lire et analyser les documents du dossier remis.

Au terme de cette lecture de 30 minutes, vous avez :

1. 45 minutes pour répondre aux deux questions de synthèse partielle
2. 45 minutes pour rédiger une note de synthèse globale des documents du dossier.

La phase de lecture et de préparation : 30 minutes

Il est important durant cette phase de lecture de ne pas privilégier un document au détriment d'un autre. Il s'agit pour le candidat de lire et d'analyser tous les textes. Ce travail d'analyse demande beaucoup d'attention, de vigilance et de rigueur quant à la sélection de l'information. L'analyse des documents doit être précise (ex : sources identifiées, citations exactes). A ce stade, le candidat doit faire un ou plusieurs recoupements entre les documents afin de mettre en évidence les différents aspects du problème abordé dans le dossier.

La phase de réponse aux questions de synthèse partielle :

45 minutes, 15 lignes et 100 mots maximum par question

Vous devez répondre aux deux questions ouvertes posées. Pour chacune des questions, vous devez préciser le ou les numéro(s) de(s) document(s) qui vous auront permis de répondre. Cet aspect formel est important.

La phase de rédaction de l'exercice de synthèse globale :

45 minutes, 15 lignes et 100 mots maximum par partie

10 lignes et 50 mots maximum pour la conclusion

Enfin, vous devez rédiger, une note de synthèse à laquelle vous devez donner un titre (ce titre peut être le thème principal des documents). La structure de la note de synthèse globale devra être la suivante :

TITRE : 1 ligne PROBLÉMATIQUE : 2 lignes

1^{er} Sous-titre 1 : 1 ligne

2^e Sous-titre 2 : 1 ligne

• Conclusion : (50 mots)

La note de synthèse globale doit être brève, précise, structurée.

- **Brève** : elle ne doit pas excéder 250 mots.

- **Précise** : Son objet est d'énoncer ce que sont, selon vous, les idées-forces du dossier, et de traiter autour du thème principal, les arguments développés.

- **Structurée** : Il convient d'analyser les documents, d'en dégager les éléments essentiels puis de synthétiser ces éléments afin de dégager les points-clés du dossier aux fins de proposer une articulation des idées. Vous devez poser une problématique puis articuler vos idées en deux parties auxquelles vous attribuez un sous-titre.

Vous conclurez en exposant votre vision du problème.

Attention :

Une synthèse ne consiste pas à paraphraser ou à résumer successivement les documents.

Vous devez être vigilant quant à la qualité de l'expression écrite (style, grammaire, orthographe).

Notation

Les points seront répartis de la manière suivante :

Pour l'exercice de synthèse partielle noté sur 10 points (2 x 5 points) :

1. Identifier pour chaque question de synthèse partielle la problématique soulevée : **1 point**
2. Lire et exploiter les documents : **2 points**
Sélectionner dans les documents les idées pertinentes et s'y référer de manière explicite.
3. Formuler les idées avec concision et respecter les règles d'orthographe et de grammaire : **2 points**

Pour l'exercice de synthèse globale noté sur 10 points :

1. Introduire la problématique : **2 points**
Formuler un titre correspondant au thème général ;
Formuler la problématique.
2. Lire et exploiter les documents : **2 points**
Sélectionner les idées pertinentes selon la problématique.
Se référer de manière explicite aux documents. Il ne s'agit pas de recopier les documents. La paraphrase sera pénalisée. Si une partie d'un document est citée, elle doit l'être entre guillemets « ... ».
3. Organiser les idées générales : **2 points**
Formuler des sous-titres pour mettre en évidence le plan.
Confronter les documents et classer les idées dans chaque partie.
4. Rédiger : **2 points**
Formuler les idées avec concision tout en précisant pour chaque partie les documents utilisés et en respectant les règles d'orthographe et de grammaire
5. Conclure : **2 points**
Conclure brièvement sur le dossier tout en prenant position personnellement

ATTENTION : NE COMPOSER SUR LA FICHE DE REPONSE QU'APRES AVOIR ECRIT LA VERSION DEFINITIVE AU BROUILLON

PREMIER TEXTE

Jusqu'où exploiter les eaux fossiles?

Denis DELBECQ

Ces gisements ne présentent pas une solution durable.

Alors que l'eau est très inégalement répartie à la surface de la planète, des gisements extraordinaires dorment tranquillement depuis des milliers d'années dans le sous-sol. Des réserves d'eau dite «fossile» qui s'exploitent comme une mine ou un puits de pétrole, avec un épuisement de la ressource à la clef. Tandis que la Libye ponctionne son désert pour alimenter sa grande rivière artificielle, la Chine vient de découvrir un gisement aquifère dans un désert dans le nord-ouest du pays qui pourrait afficher un potentiel d'extraction d'un milliard de mètres cubes annuel pendant une ou deux décennies. Partout sur la planète, et surtout dans les plaines alluviales, l'eau s'est accumulée au fil du temps. *«Une bonne partie de ces ressources remonte à la dernière période glaciaire»,* explique Thierry Pointet, du Bureau de recherches et de géologie minière. C'est par exemple le cas au Moyen-Orient, dont certains déserts ont aussi été des régions verdoyantes et copieusement arrosées. L'eau s'est progressivement infiltrée dans le sous-sol. Au contact de roches imperméables, elle a formé des poches gigantesques, d'une capacité pouvant se chiffrer à des milliers de milliards de mètres cubes. *«La plupart des gisements sont très profonds et n'ont pratiquement aucun échange avec les eaux de surface, précise Thierry Pointet. Le taux de renouvellement de ces nappes est donc faible : elles se régénèrent en milliers, voire en millions d'années. Le sous-sol de Riyad (Arabie Saoudite) recèle une nappe à 600 mètres qui, faute de précipitations suffisantes, n'est quasiment plus alimentée.»* L'alimentation du royaume repose aux trois quarts sur les nappes fossiles, dont les réserves pourraient être épuisées dans quelques décennies. Comme une boisson gazeuse. Cette ponction de l'homme peut-elle conduire à un véritable assèchement des gisements comme on vide une baignoire ? *«C'est quasi impossible. Ces pompages exploitent la surpression de l'eau, et celle-ci diminue au fur et à mesure de l'exploitation. Au mieux, on peut espérer récupérer entre 1 % et 10 % du contenu des nappes.»* C'est par exemple ce qui s'est passé à Paris, dans le XVI^e arrondissement : *«Il y a cent cinquante ans, un forage a été creusé rue Valentin-Haüy. L'eau jaillissait sous pression et une grande colonne de quarante mètres de haut avait été construite. En 1903, l'eau a cessé de couler, faute de pression suffisante pour remonter en surface. C'est exactement comme une bouteille de boisson gazeuse que l'on débouche après l'avoir secouée.»* Pour améliorer le taux de récupération, il faut envisager un pompage actif. Mais la dépense d'énergie nécessaire pour remonter l'eau est beaucoup trop onéreuse pour espérer la moindre rentabilité, sauf quand il n'existe aucune autre ressource utilisable. Quant aux ressources contaminées par le sel, si leur désalinisation peut-être envisagée quand l'énergie est abordable, elle pose un sérieux problème environnemental : que faire du sel extrait ?

Menace salée. *«Beaucoup de gisements ont été exploités de manière anarchique»,* regrette Thierry Pointet. En France, c'est par exemple le cas sous la ville de Bordeaux où une bulle d'eau douce repose à la surface d'une formation d'eau de mer. A trop ponctionner l'eau douce, l'eau salée menace de s'immiscer.

«Cela se produit dans de nombreuses régions littorales, et pas que pour les eaux profondes.» L'exploitation «minière» des gisements d'eau fossile n'est pas une promenade de santé. L'évaluation des réserves est très délicate à faire. *«Les données sur les réservoirs proviennent souvent d'études géophysiques qui ont été conduites lors de campagnes d'exploration pétrolières et plus rarement d'études spécifiques.»* Mais le jeu en vaut la chandelle : privée de lumière et de l'énergie nécessaire à la vie, l'eau remontée du sous-sol est vierge de toute contamination biologique. En revanche, elle est souvent chargée de grandes quantités de minéraux qu'il faut éliminer. L'exploitation des eaux fossiles est-elle une réponse durable à la pénurie qui pourrait frapper certaines régions de la planète ? *«Je ne suis pas sûr que cela soit la meilleure solution, notamment quand il existe des eaux de surface qui se renouvellent rapidement, prévient Thierry Pointet. Aujourd'hui, on exploite l'eau, puis dès qu'il n'y en a plus ou qu'on l'a trop polluée, on va plus loin et on recommence. La meilleure solution serait de mieux traiter les rejets, en tenant compte des caractéristiques géologiques du sol qui les recevra. De cette manière, l'eau qui revient dans les nappes serait réexploitable. Pas forcément pour la boire, mais au moins pour l'industrie et l'irrigation.»*

Libération 22 mars 2003

DEUXIEME TEXTE

Le Tibet, un territoire stratégique pour le contrôle de l'eau

PEKIN - Les abondantes ressources en eau du Tibet sont un des attraits majeurs pour la présence chinoise sur ce haut plateau, berceau des plus grands fleuves d'Asie, estiment des experts.

"Le Tibet est un territoire stratégique. Son contrôle donne à la Chine la main-mise sur ses vastes ressources en minéraux et en eau", explique Brahma Chellaney, du Centre d'études politiques de New Delhi.

"Avec le réchauffement climatique qui aggrave les problèmes d'eau en Asie, le contrôle du Tibet permet à la Chine de façonner l'eau en une arme politique", ajoute ce spécialiste des relations internationales.

Les plans d'eau de la seule région du Tibet, sous administration chinoise depuis 1951, représentent le tiers de la superficie lacustre totale du pays.

C'est aussi sur le plateau que naissent les principaux fleuves d'Asie: Indus, Mékong, Yangzi, Fleuve Jaune, Salween, Brahmapoutre, Sutlej...

Parmi les grands fleuves de la région, seuls le Gange prend sa source sur le versant indien de l'Himalaya.

Avec le Tibet, la Chine domine l'amont et peut se permettre de gigantesques projets hydroélectriques, indispensables à son développement économique, en aval, notamment au Yunnan.

Accablée par ses problèmes de pollution dus à deux décennies de croissance ultra-rapide, la Chine a pour objectif que 15% de sa consommation d'énergie en 2020 provienne de sources renouvelables, le double de 2005.

L'accent est donc mis sur l'hydraulique, avec une capacité installée prévue de 300 millions de kilowatts à cette date.

Pourtant, les autorités chinoises sont singulièrement silencieuses sur leurs projets, leur impact possible sur l'environnement et les pays voisins: Thaïlande, Cambodge, Vietnam, Inde.

"Il y a un manque de transparence. Témoins: les différents barrages construits en secret, sans permis", regrette Patricia Adams de l'organisation non gouvernementale canadienne Probe International.

Côté chinois, on minimise: "Pour ce qui est de la Lanchang (Mékong), les médias indiens disent que les barrages vont faire baisser le niveau d'eau dans leur partie du fleuve. Mais selon nos études, l'impact ne sera que sur une courte période, et en été le barrage contrôle les flux, ce qui est bon pour l'irrigation", dit Feng Yan, un universitaire du Yunnan.

Mais "les généreuses réserves du plateau tibétain" et les barrages ne sont pas qu'une source de "houille bleue" pour la Chine: "ils lui permettent aussi de dévier des rivières, notamment à des fins d'irrigation", dit Brahma Chellaney.

L'un de ces projets dans les cartons chinois inquiète particulièrement Tibétains, Indiens et défenseurs de l'environnement: il consisterait à capter les eaux de rivières tibétaines et ériger des barrages sur le Yarlung Tsangpo (Brahmapoutre), pour acheminer la ressource vers le Fleuve Jaune, exsangue, surpollué, et ne suffisant plus à la Chine du nord asséchée.

Dans un rapport récent, le gouvernement tibétain en exil estime que ce projet titanesque, vraisemblablement hors de prix, serait "d'une magnitude comparable à la Grande muraille construite au prix de centaines de milliers de vie humaines (...) même si ses partisans affirment que seules 25.000 personnes devraient être déplacées".

"Il est possible que le programme de 100 milliards de yuans (10 milliards d'euros) annoncé en mars 2007 pour le Tibet comprenne des préparatifs pour cette +Grande route de l'Ouest+ de transfert de l'eau", ajoute-t-il.

AFP / 21 mars 2008

TROISIEME TEXTE

De nombreux grands fleuves seraient menacés de tarissement

Beaucoup de grands fleuves de par le monde risquent de se tarir en raison du changement climatique et de la construction de barrages, affirme un rapport de l'Organisation mondiale de protection de l'environnement WWF.

Dans ce rapport publié mardi, en prélude à la "Journée mondiale de l'eau" du 22 mars, le WWF identifie 10 fleuves menacés, parmi lesquels le Nil, le Rio Grande et le Danube.

"Souvent, les fleuves n'atteignent plus la mer, comme l'Indus au Pakistan, le Nil en Afrique et le Rio Grande (...) Les moyens d'existence de millions de personnes sont menacés", a déclaré Jamie Pittock, directeur du programme d'eau douce du WWF.

Les cours d'eau constituent la principale source d'eau douce dans le monde et la moitié environ des ressources disponibles est déjà utilisée, a-t-il dit.

"Des barrages ont détruit les habitats et coupé les fleuves de leurs plaines alluviales, tandis que le changement climatique pourrait modifier les règles qui régissent la vie des cours d'eau depuis des milliers d'années".

Les réserves halieutiques, principale source de protéines pour des centaines de milliers de communautés de par le monde sont aussi menacées.

Le WWF exhorte les gouvernements à conclure des accords sur une meilleure gestion des ressources en eau afin de réduire les dégâts.

"Tous les fleuves dans le rapport symbolisent la crise de l'eau douce signalée depuis des années, mais l'avertissement tombe dans l'oreille d'un sourd", a dit Pittock.

Les autres fleuves pour lesquels le WWF a tiré la sonnette d'alarme sont le Yangtze, le Mékong, le Salouen et le Gange, pour l'Asie, le Rio Plata pour l'Amérique du Sud et le Murray-Darling pour l'Australie.

20/03/2007 - Le Point

QUATRIÈME TEXTE

L'eau et la guerre - Steve Lonergan

[...]

Cette question de l'accès à l'eau douce et à l'assainissement revêt une importance particulière au Moyen-Orient, région dans laquelle l'eau est considérée comme une ressource « stratégique » et où elle crée de fortes tensions entre les pays de la région. Là-bas, elle est devenue un grand enjeu politique, et les divers accords de paix proposés ou signés depuis quelques années comportent tous une composante « eau ». C'est ce qui aurait incité plusieurs sources [...] à déclarer que « la prochaine guerre du Moyen-Orient sera provoquée par l'eau ». [...]

Dans bien des cas, ces commentaires relèvent du battage médiatique ; dans d'autres, ils ont été faits à des fins politiques. Pourtant, quelle qu'en soit l'origine ou la raison, il est certain que l'eau est une ressource rare dans certaines régions. Il existe des tensions liées à l'utilisation de l'eau, à sa propriété et à ses droits – et il est probable qu'elles se multiplieront à l'avenir. C'est probablement au Moyen-Orient et en Afrique que la pénurie d'eau est la plus inquiétante : d'ici à 2025, quarante pays de ces régions devraient connaître un stress hydrique ou des pénuries.

Le stress hydrique est fonction de l'offre et de la demande. Dans certaines régions, la demande augmente à un rythme alarmant suite à l'augmentation démographique et à celle des quantités utilisées par personne. Dans de nombreux pays où l'eau est rare, comme la Jordanie ou Israël, il n'existe pas de solution évidente ou bon marché pour augmenter les ressources en eau, et il est probable qu'il en résultera des tensions parmi les différents utilisateurs. Dans d'autres pays, comme en Egypte, une meilleure utilisation de l'eau, comme l'abandon des cultures très gourmandes en eau ou l'importation d'eau de pays voisins, pourra offrir des solutions raisonnables.

La seconde crise est celle de la détérioration de la qualité de l'eau. L'agriculture est le plus gros pollueur : l'usage accru des engrais et pesticides a contaminé les nappes phréatiques et les eaux de surface. La pollution domestique et industrielle est également en hausse, et le problème touche les pays développés comme ceux en développement.

Enfin, l'utilisation de l'eau possède une dimension géopolitique. L'eau coule d'amont en aval, et les retraits et les types d'utilisation faits en un endroit affectent la quantité ou la qualité de l'eau en aval. L'utilisation de l'eau comporte aussi des aspects historiques, culturels et socioéconomiques. Pour certains, l'eau est un don de Dieu et ne devrait donc pas être facturée. D'autres, comme la Banque mondiale, préconisent une facturation de prix au coût marginal de l'eau.

L'absence de cadre juridique permettant de résoudre les différends internationaux liés à l'eau présente un autre problème. En matière de fleuves internationaux, la souveraineté s'appuie généralement sur une des quatre doctrines suivantes : souveraineté territoriale absolue, qui implique pour les Etats riverains le droit d'utiliser les ressources en eau de n'importe quelle manière, même au détriment d'autres nations ; l'intégrité nationale absolue, qui implique que l'usage riverain d'un fleuve ne doit pas avoir d'effet négatif pour les riverains en aval ; la souveraineté territoriale limitée, qui associe les deux concepts précédents dans le cadre d'une utilisation équitable par toutes les

parties ; et la communauté d'Etats riverains, qui préconise une gestion intégrée des bassins versants.

[...] Un conflit violent lié à l'eau est-il probable dans l'avenir ? Les expériences passées incitent à penser le contraire. Cependant, nombreux sont ceux qui considèrent que la probabilité de conflit est en augmentation. La plupart des projections concernant les conflits futurs s'appuient sur le fait que compte tenu de l'augmentation de la demande, du déclin des ressources en eau douce (à cause de la pollution et de l'exploitation des nappes souterraines) et des effets pervers sur la santé d'une eau de mauvaise qualité, la rareté sera à l'origine de violences et de guerres de l'eau. Pourtant, il n'est pas très logique, économiquement ou politiquement, de se battre pour l'eau.

Il ne fait guère de doute qu'à l'avenir, la rareté de l'eau sera un problème dans certaines régions. [...]

Deux autres facteurs peuvent jouer un rôle dans les tensions liées à l'eau. D'abord, les importations alimentaires risquent de devenir tributaires de la rareté de l'eau. La sécurité alimentaire de la moitié de la population mondiale dépendra bientôt du marché alimentaire mondial. Le financement de ces importations par les pays pauvres possédant peu d'eau deviendra peut-être un problème majeur. Ensuite, l'eau devrait donner lieu à une concurrence accrue : entre les populations rurales et urbaines ; entre l'agriculture et le secteur domestique ; et entre les pays. Cette concurrence pourra être exacerbée par la rapidité de l'urbanisation. Pourtant, nombre des problèmes futurs d'approvisionnement en eau pourront se résoudre grâce à des accords de coopération et à un certain degré d'investissement économique. Accords et diplomatie préventive sur les ressources en eau communes continueront à prédominer.

Historiquement, on trouve peu de cas de conflits violents provoqués par la pénurie d'eau, même si celle-ci est souvent utilisée comme but ou cible stratégique dans le cadre d'activités militaires. Il y a cependant eu de nombreux différends concernant l'eau au sein des nations : il se peut que la probabilité de conflit violent lié à l'eau soit inversement proportionnelle à la taille (et au type) des organismes politiques concernés.

Pourtant, la rareté de l'eau dominera l'ordre du jour international pour les décennies à venir. Dans certains cas, l'eau sera peut-être même un des facteurs des conflits internationaux. Un des négociateurs de l'équipe israélienne dans le Processus de paix du Moyen-Orient, le professeur d'hydrologie Uri Shamir, avait un jour fait la remarque suivante : « s'il existe une volonté politique de paix, l'eau ne sera pas un frein. Mais à celui qui cherche des raisons de se battre, l'eau fournira des occasions rêvées » ■

Steve Lonergan est le Directeur de la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement)

2003